

## NEWS

## AVORTEMENT

# La Belle au Bois dormant

Luc Caregari

**Tandis que le grand-duché est à deux doigts de succomber à une fièvre monarchiste aiguë, les Verts sonnent l'alarme sur un dossier qui dort depuis plus de deux ans : l'avortement.**

« C'est probablement la dernière fois que j'interviens dans ce dossier avant le vote à la Chambre des députés » - d'emblée, la députée verte Viviane Loschetter tente de mettre la pression sur le dossier, qui, selon elle, est en train d'aller à vau-l'eau. « Deux ans de dialogue de sourds » - c'est le titre de la conférence de presse que la députée a tenue lundi dernier et il est vrai que pendant cette période, beaucoup de choses ont été dites, mais rien n'a vraiment bougé.

Certes, certains petits accommodements ont été entrepris par le ministre Biltgen, comme le fait qu'une grossesse non désirée soit considérée d'emblée comme une situation de détresse. Mais l'essentiel reste et avec lui, la deuxième consultation obligatoire dans un centre spécialisé, qui intervient après la première et qui est de nature purement médicale. Une femme enceinte désirant recourir à une interruption volontaire de grossesse (IVG) doit donc passer par cette consultation dite « psycho-sociale » que Loschetter juge avant tout « humiliante, car une femme qui s'est décidée à emprunter ce chemin douloureux, s'est déjà posée ces questions. Ce n'est rien d'autre qu'une mise sous tutelle, ce qui est totalement inacceptable ». Il y a plusieurs éléments qui renforcent son scepticisme : par exemple, la ministre de la famille, Marie-Josée Jacobs (CSV), est en train de préparer ses services à l'accueil des femmes enceintes justement pour cette consultation, alors que la loi n'a même pas encore été votée. Ce qui témoigne d'une grande assurance de la part de la ministre. Et puis, « au sein de la commission parlementaire, Madame Jacobs a été incapable de répondre à la question 'Quelle est la plus-value de cette deuxième consultation obligatoire ?' »,

ajoute Loschetter. Et de suspecter : « On parle déjà de proposer des soi-disant alternatives à ces femmes. Entendez par là : adoption et autres moyens de pression pour dissuader la femme de prendre sa décision ». Et d'ajouter qu'elle considère cette loi comme « bâclée » et certainement façonnée sous la pression de cercles réactionnaires et archi-conservateurs.

En tout cas, la décision des Verts est prise : ils voteront contre cette loi si la deuxième consultation obligatoire est maintenue. Mais, realpolitik oblige, si elle tombe, le parti de Viviane Loschetter est prêt à la soutenir. Pourquoi ? - « Parce que dans d'autres domaines, elle constitue tout de même une avancée, comme la mention de l'avortement chimique ou une meilleure protection des mineures enceintes, qui fait cruellement défaut de nos jours », explique-t-elle. Certes, les Verts préféreraient une dépénalisation de l'IVG pure et simple, comme c'est le cas dans beaucoup d'autres pays. Mais ils sont tout de même prêts à accompagner le gouvernement dans ces petits pas - apparemment douloureux - vers une amélioration de la condition féminine.



Le problème qui se pose surtout est celui du sursaut manquant de la société civile. L'initiative « Si je veux » initiée entre autres par le Planning familial s'est quelque peu endormie et n'a jamais vraiment constitué un grand groupe de pression. En tout cas, ce débat se présente différemment de celui très explosif sur l'euthanasie. Ce qui en dit long sur la préoccupation de la société luxembourgeoise à propos de sujets « féminins ». Pourtant, légiférer sur l'euthanasie ou sur l'avortement devrait répondre à une même préoccupation gouvernementale : créer un cadre légal pour des pratiques qui existent de toute façon et leur donner ainsi des limites et des assurances de bon fonctionnement. Car de toute façon, une femme qui veut avorter avortera, qu'importe ce qu'en pensent les conservateurs ou le clergé.

## SHORT NEWS

## Un anti-tsiganisme qui ne dit pas son nom

Cette semaine, une flambée de politiciens européens de tous bords, majoritairement conservateurs il est vrai, mais aussi des socialistes, ont demandé dans une lettre commune la fin de la politique de visa accordée à la Serbie et à la Macédoine. Ils argumentent que le flux d'immigrants était devenu ingérable suite à une politique irresponsable des Etats d'origine. Derrière cette revendication on ne peut plus fau-cul, se cache une problématique vieille de plusieurs millénaires : la peur du Tsigane, ou, plus répandu de nos jours, du Rom. Alors qu'en France, Manuel Valls, le ministre de l'intérieur, pourrait bientôt dépasser son prédécesseur Brice Hortefeux en matière d'expulsions musclées de campements roms, au Luxembourg, où le ministre Schmit est également signataire de la missive, on n'arrête pas de renvoyer les Roms vers leur pays d'origine. Cette pratique se justifierait sous le prétexte que leurs demandes de protection internationale seraient infondées, leurs pays d'origine étant « pacifiés ». Pourtant, partout en Europe de l'Est, les Roms sont une minorité poursuivie qui vit - comme en Hongrie - dans la peur du prochain pogrom. Mais l'Union européenne, dernier prix Nobel de la paix en date, refuse de reconnaître ces faits.

## Place rouge

Finalement, on avait l'impression que le rassemblement syndical place Clairefontaine de ce mardi avait dépassé les espérances. Organiser un piquet de protestation en pleine semaine à 17 heures, alors que nombre de salarié-e-s se trouvent encore sur leur lieu de travail ou ne s'apprêtent qu'à le quitter, est un pari osé. De plus, on aurait pu penser que la défection du LCGB eût un effet démobilisateur. En jargon syndical, ce fut donc un bon rassemblement « militant », c'est-à-dire un rassemblant ayant assez bien réussi à mobiliser non l'ensemble de ses membres, mais plutôt son noyau dur. Tandis que les organisateurs dénombrèrent 2.000 personnes place Clairefontaine, il y en aurait eu 800 à Niederaanven chez le LCGB. Evidemment, l'attitude du LCGB a été déplorée par le président de l'OGBL, Jean-Claude Reding ainsi que par celui de la CGFP, Romain Wolf. Ce choix s'explique par le fait que le LCGB avait, lors de sa conférence de presse de rentrée, appelé à revoir l'accord salarial avec la fonction publique, brisant ainsi le front syndical et récoltant par conséquent la foudre des autres centrales. Plus grave pour le LCGB qui se retrouve bien isolé, le syndicat des cheminots chrétien, le Syprolux, s'est désolidarisé de son « grand frère » et a préféré manifester avec les « camarades » de l'OGBL, de la FNCTTFEL, de la CGFP et de l'Aleba.

## Ivre à Schressig

La réponse du ministre de l'Intérieur Jean-Marie Halsdorf à la question parlementaire de la députée socialiste Claudia Dall'Agnol a été très courte. Celle-ci s'enquiert de savoir si les agents de la police sont régulièrement confrontés à des problèmes procéduraux lorsqu'ils mettent en détention des personnes qui présentent un taux d'alcoolémie supérieur à 1,4 pour cent. Lorsqu'ils présentent la personne arrêtée à un médecin, celui-ci établit en général un certificat médical qui confirme que la personne concernée est apte à être incarcérée. Dall'Agnol s'inquiète pour les agents de police, qui se verraient obligés de placer la personne ivre en garde à vue, alors que les responsables du Centre pénitentiaire refusent l'admission de personnes fortement alcoolisées. Mais Dall'Agnol ne met pas en question en soi le placement des personnes concernées au Centre pénitentiaire. Elle veut par contre savoir si le placement en garde-à-vue d'une personne ivre - qui devrait normalement se retrouver en détention préventive au Centre pénitentiaire - est conforme aux procédures à respecter par la police. Le ministre ne répond pas vraiment, mais explique brièvement qu'au cas où la prison refusait l'admission, les services de la police disposent que la personne soit transférée à l'hôpital de garde. Dans ce cas, la police est chargée de la garde de la personne jusqu'à son admission au Centre pénitentiaire.